

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2740

[C – 2009/27145]

**17 JUILLET 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant la répartition des compétences entre les Ministres
et réglant la signature des actes du Gouvernement**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée notamment par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001 et du 12 août 2003;

Vu le décret I du 7 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Considérant qu'il convient de permettre au Gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité qu'a le Gouvernement wallon, constitué en application de l'article 60 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 précitée, d'assurer la continuité du service public;

Sur proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

— « Ministre » : un Ministre, Membre du Gouvernement wallon;

— « loi » : la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée notamment par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001 et du 12 août 2003;

— « décret » : le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Art. 2. M. Rudy Demotte, Ministre-Président, est compétent pour :

— la coordination de la politique du Gouvernement et celle de sa communication;

— les relations intra-belge, en ce compris la saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral, Gouvernements des Communautés et des Régions, le fonctionnement des institutions et les relations avec le Parlement;

— l'évaluation, la prospective et la statistique;

— la coordination du Plan Marshall 2.Vert;

— la coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels, de leur mise en œuvre et de leur évaluation, y compris les relations avec les institutions européennes, nationales et régionales;

— la répartition des moyens reçus de la Loterie Nationale;

— la simplification administrative;

— l'E-Gouvernement et l'informatique administrative;

— les relations internationales, en ce compris les relations avec les institutions européennes, sans préjudice de l'article 2, 8^e tiret, et la coopération au développement telle que visée à l'article 6^{ter} de la loi;

— l'Espace Wallonie-Bruxelles;

— l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions, et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour l'importation et l'exportation concernant l'armée et la police et dans le respect des critères définis par le Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements;

— l'octroi des licences pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour celles concernant l'armée et la police;

— la coordination du plan P.L.U.I.E.S.

Art. 3. M. Jean-Marc Nollet, Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, est compétent pour :

la politique de l'énergie telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, VII, de la loi, en ce compris la valorisation des terrils;

— le logement tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, IV, de la loi;

— la coordination des alliances emploi et environnement;

— la Fonction publique et l'Administration, en ce compris le Département juridique de la Direction générale transversale 1;

— la recherche scientifique, telle que visée à l'article 6^{bis} de la loi;

— les infrastructures d'accueil de la petite enfance de quelque nature que ce soit, le financement de ces infrastructures et le suivi de ce financement;

— l'implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière.

Art. 4. M. André Antoine, Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports, est compétent pour :

— le budget, les finances et la trésorerie, en ce compris l'exécution du décret I du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics et les compétences fiscales transférées aux Régions par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions;

— la présidence du Comité ministériel chargé du suivi et du monitoring des financements alternatifs et de la situation financière des organismes d'intérêt public, y compris les sociétés et filiales spécialisées;

- la politique de l'emploi, telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi;
- la promotion sociale, telle que visée à l'article 3, 3^o, du décret;
- la reconversion et le recyclage professionnels tels que visés à l'article 3, 4^o, du décret, sauf en ce qui concerne le secteur agricole;
- dans le domaine de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, les infrastructures sportives communales, provinciales, intercommunales et privées, telles que visées à l'article 3, 1^o, du décret;
- les aéroports tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, X, 7^o et 9^o, de la loi ainsi que leur équipement et leur exploitation.

Art. 5. M. Jean-Claude Marcourt, Vice-Président et Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles, est compétent pour :

- l'économie, telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, VI, 1^o à 3^o, de la loi, en ce compris :
- les P.M.E. et l'agrégation des entrepreneurs;
- les zonings visés à l'article 6, § 1^{er}, I, 3^o, de la loi;
- le fonds d'impulsion économique en faveur des zones en reconversion et particulièrement défavorisées, en ce compris la coordination des dossiers;
- les pôles de compétitivité et leur coordination;
- l'économie sociale;
- * la politique des débouchés et des exportations et la promotion extérieure des produits agricoles et horticoles;
- * l'accueil des investissements étrangers;
- les technologies nouvelles;
- les télécommunications, y compris la gestion du contrat WIN;
- les cyber-classes et cyber-écoles.

Art. 6. M. Paul Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville, est compétent pour :

- les pouvoirs subordonnés, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, VIII, de la loi;
- la tutelle, telle que visée à l'article 7 de la loi;
- la tutelle sur les zones de police, telle que définie par le décret du 12 février 2004 modifiant le décret du 1^{er} avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;
- la législation relative aux centres publics d'aide sociale et la tutelle sur ceux-ci;
- les fabriques d'église et les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, VIII, 6^o, de la loi;
- la rénovation urbaine, telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, I, 4^o, de la loi;
- le tourisme, tel que visé à l'article 3, 2^o, du décret.

Art. 7. Mme Eliane Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances, est compétente pour :

- la politique de santé, telle que visée à l'article 3, 6^o, du décret;
- l'aide aux personnes, telle que visée à l'article 3, 7^o, du décret, à l'exception de la législation relative aux centres publics d'aide sociale et de la tutelle sur ceux-ci;
- la coordination du plan « Habitat permanent dans les équipements touristiques »;
- la politique d'égalité des chances.

Art. 8. M. Philippe Henry, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité, est compétent pour :

- le transport en commun, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, X, 8^o, de la loi et les actions du programme 14.02 du budget;
- le transport scolaire, tel que visé à l'article 3, 5^o, du décret;
- la mobilité douce, y compris notamment la promotion des voies navigables et du R.A.V.E.L.;
- les aspects régionaux de la mise en œuvre du plan d'investissement de la S.N.C.B.;
- l'aménagement du territoire, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, I, de la loi, à l'exception du 3^o, 4^o, et du 7^o;
- l'environnement, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, II, 1^o à 4^o, de la loi, en ce compris l'éducation à l'environnement;
- le démergement, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, III, 9^o, de la loi;
- la gestion des ressources du sous-sol;
- la cartographie.

Art. 9. M. Benoit Lutgen, Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine, est compétent pour :

- les travaux publics, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, X, 1^o à 6^o, de la loi en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies navigables et la sécurité routière;
- les grands ouvrages d'art, tels que définis dans l'arrêté royal du 2 février 1993 portant transfert des voies hydrauliques aux Régions;
- la politique agricole, telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, V, de la loi, en ce compris le Centre de Recherches agronomiques de Gembloux, les abattoirs et les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, à l'exception de l'application des lois d'expansion économique et de la promotion extérieure de produits agricoles et horticoles;
- la rénovation rurale, la conservation de la nature et le remembrement, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, III, de la loi, à l'exception du 9 (démergement), en ce compris l'éducation à la nature;

- le fonds d'impulsion du développement économique rural, en ce compris la coordination des dossiers;
- la reconversion et le recyclage professionnels, tels que visés à l'article 3, 4°, du décret pour ce qui concerne le secteur agricole;
- le patrimoine, en ce compris les monuments et sites, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, I, 7°, de la loi ainsi que les fouilles.

Art. 10. Les projets de décret et les arrêtés délibérés en Gouvernement sont signés par le Ministre qui a dans ses attributions la matière qui fait l'objet du projet de décret ou de l'arrêté.

Les arrêtés et décisions du Gouvernement, en matière de Fonction publique des organismes d'intérêt public, sont signés, conjointement, par le Ministre chargé de la Fonction publique et le ou les Ministre(s) exerçant la tutelle sur les organismes d'intérêt public concernés.

Art. 11. Dans le cas où une délégation a été accordée conformément à l'arrêté portant le règlement du fonctionnement du Gouvernement, les arrêtés sont signés par le Ministre auquel cette délégation est accordée.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un Ministre, celui-ci peut désigner le Ministre habilité à signer en son nom et pour son compte.

Art. 12. La signature des décrets et arrêtés peut reprendre, dans le titre du Ministre, la seule mention relative à la matière qui fait l'objet des décrets et arrêtés.

Les décrets et arrêtés du Gouvernement sont contresignés par le Ministre-Président.

Art. 13. L'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2009 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement est abrogé.

Art. 14. Le présent arrêté produit ses effets à dater du 16 juillet 2009.

Art. 15. Les Ministres sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juillet 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, des P.M.E.,
du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 2740

[C - 2009/27145]

17. JULI 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in der insbesondere durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993, vom 13. Juli 2001 und vom 12. August 2003 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets I vom 7. Juli 1993 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region;

Aufgrund des Dekrets II vom 22. Juli 1993 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission;

In der Erwägung, dass der Regierung die Möglichkeit gegeben werden sollte, möglichst effizient zu arbeiten;

Aufgrund der Dringlichkeit, die besonders durch die Notwendigkeit begründet wird, dass die in Anwendung von Artikel 60 des vorerwähnten Sondergesetzes über institutionelle Reformen gebildete Wallonische Regierung die Kontinuität des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten hat;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- "Minister": ein Minister, Mitglied der Wallonischen Regierung;

— "Gesetz": das Sondergesetz vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in der insbesondere durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993, vom 13. Juli 2001 und vom 12. August 2003 abgeänderten Fassung;

— "Dekret": das Dekret II vom 22. Juli 1993 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission.

Art. 2 - Herr Rudy Demotte, Minister-Präsident, ist zuständig für:

- die Koordinierung der Regierungspolitik und ihrer Kommunikation;
- die innerbelgischen Beziehungen, einschließlich der Befassung des Konzertierungsausschusses zwischen der Föderalregierung und den Regierungen der Gemeinschaften und Regionen, die Arbeitsweise der Institutionen und die Beziehungen zum Parlament;
- die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik;
- die Koordination des Marshallplans 2.Grün;
- die Koordinierung der Akten bezüglich der Strukturfonds sowie deren Umsetzung und Bewertung, einschließlich der Beziehungen zu den europäischen, nationalen und regionalen Einrichtungen;
- die Verteilung der Mittel aus der Nationallotterie;
- die administrative Vereinfachung;
- das E-Government und die Informatik in der Verwaltung;
- die internationalen Beziehungen, einschließlich der Beziehungen zu den europäischen Einrichtungen, unbeschadet des Artikels 2, 8. Strich, und die in Artikel 6ter des Gesetzes angeführte Entwicklungszusammenarbeit;
- das "Espace Wallonie-Bruxelles";
- die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waffen, Munition und Ausrüstungen, die speziell zu einer militärischen Zweckbestimmung oder zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung dienen sollen, und der damit verbundenen Technologie, sowie von Erzeugnissen und Technologie mit doppeltem Verwendungszweck, unbeschadet der föderalen Zuständigkeit für die Ein- und Ausfuhr betreffend die Armee und die Polizei, und unter Einhaltung der Kriterien, die im Verhaltenskodex der Europäischen Union für Waffenausfuhren festgelegt sind;
- die Gewährung von Lizenzen für die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waffen, Munitionen und Ausrüstungen, die speziell zu einer militärischen Zweckbestimmung oder zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung dienen sollen, und der damit verbundenen Technologie sowie von Erzeugnissen und Technologie mit doppeltem Verwendungszweck, unbeschadet der föderalen Zuständigkeit für diejenigen, die die Armee und die Polizei betreffen.
- die Koordination des Plans "P.L.U.I.E.S."

Art. 3 - Herr Jean-Marc Nollet, Vizepräsident und Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst ist zuständig für:

- die Energiepolitik im Sinne von Artikel 6, § 1, VII, des Gesetzes, einschließlich der Erschließung von Halden;
- das Wohnungswesen im Sinne von Artikel 6, § 1, IV des Gesetzes;
- die Koordination der Allianzen zwischen Beschäftigung und Umwelt;
- den öffentlichen Dienst und die Verwaltung, einschließlich der juristischen Abteilung der ressortübergreifenden Generaldirektion 1;
- die wissenschaftliche Forschung im Sinne von Artikel 6bis des Gesetzes;
- die Infrastrukturen welcher Art auch immer zur Betreuung der frühen Kindheit, die Finanzierung dieser Infrastrukturen und die Überwachung dieser Finanzierung;
- die Standortwahl der Dienststellen und Einrichtungen sowie die Immobilienverwaltung.

Art. 4 - Herr André Antoine, Vizepräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen, ist zuständig für:

- den Haushalt, die Finanzen und das Kassenwesen, einschließlich der Durchführung des Dekrets I vom 7. Juli 1993 zur Schaffung von fünf öffentlich-rechtlichen Gesellschaften zur Verwaltung der Schulgebäude des von den öffentlichen Behörden organisierten Unterrichtswesens und der durch das Sondergesetz vom 13. Juli 2001 zur Refinanzierung der Gemeinschaften und Erweiterung der steuerrechtlichen Zuständigkeiten der Regionen übertragenen Zuständigkeiten in Steuerfragen;
- den Vorsitz des ministeriellen Ausschusses, der mit der Begleitung und der Überwachung der alternativen Finanzierungen und der Finanzlage der Einrichtungen öffentlichen Interesses, einschließlich der spezialisierten Gesellschaften und Tochtergesellschaften, beauftragt ist;
- die Beschäftigungspolitik im Sinne von Artikel 6, § 1, IX, des Gesetzes;
- die Sozialförderung im Sinne von Artikel 3, 3° des Dekrets;
- die berufliche Umschulung und Weiterbildung im Sinne von Artikel 3, 4° des Dekrets, außer was den Agrarsektor betrifft;
- im Bereich der Leibeserziehung, des Sports und des Lebens im Freien: die kommunalen, provinziellen, interkommunalen und privaten Sportinfrastrukturen im Sinne von Artikel 3, 1° des Dekrets;
- die Flughäfen im Sinne von Artikel 6, § 1, X, 7° und 9° des Gesetzes sowie deren Ausstattung und Betrieb.

Art. 5 - Herr Jean-Claude Marcourt, Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien, ist zuständig für:

- die Wirtschaft im Sinne von Artikel 6, § 1, VI, 1° bis 3° des Gesetzes, einschließlich:
- der K.M.B. und der Zulassung der Unternehmer;
- die Gewerbegebiete im Sinne von Artikel 6, § 1, I, 3° des Gesetzes;
- den wirtschaftliche Impulsfonds zugunsten der besonders benachteiligten Gebiete, die sich in wirtschaftlicher Umstellung befinden, einschließlich der Koordination der Akten;
- die Wettbewerbscluster und ihre Koordination;

— die Sozialwirtschaft;

* die Politik der Absatzmärkte und der Ausfuhren und die Förderung der Agrar- und Gartenbauprodukte im Ausland;

* die Betreuung ausländischer Investoren;

— die neuen Technologien;

— die Telekommunikation, einschließlich der Verwaltung des WIN-Vertrags;

— die Cyber-Schulen und die Cyber-Klassen.

Art. 6 - Herr Paul Furlan, Minister für lokale Behörden und Städte, ist zuständig für:

— die untergeordneten Behörden im Sinne von Artikel 6, § 1, VIII des Gesetzes;

— die Aufsicht im Sinne von Artikel 7 des Gesetzes;

— die Aufsicht über die Polizeizonen im Sinne des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Abänderung des Dekrets vom 1. April 1999 zur Regelung der Aufsicht über die Gemeinden, die Provinzen und die Interkommunalen der Wallonischen Region;

— die Gesetzgebung bezüglich der öffentlichen Sozialhilfezentren und deren Aufsicht;

— die Kirchenfabriken und die Einrichtungen, die mit der Verwaltung der Temporalien der anerkannten Religionen beauftragt sind, so wie in Artikel 6, § 1, VIII, 6°, des Gesetzes erwähnt;

— die Stadterneuerung im Sinne von Artikel 6, § 1, I, 4°, des Gesetzes;

— den Tourismus im Sinne von Artikel 3, 2° des Dekrets.

Art. 7 - Frau Eliane Tillieux, Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit, ist zuständig für:

— die Gesundheitspolitik im Sinne von Artikel 3, 6° des Dekrets;

— die Personenpflege im Sinne von Artikel 3, 7° des Dekrets, mit Ausnahme der Gesetzgebung bezüglich der öffentlichen Sozialhilfezentren und deren Aufsicht;

— die Koordination des Plans "Ständiges Wohnen in den touristischen Anlagen";

— die Politik der Chancengleichheit.

Art. 8 - Herr Philippe Henry, Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität, ist zuständig für:

— den öffentlichen Verkehr im Sinne von Artikel 6, § 1, X, 8°, des Gesetzes und die Aktionen vom Programm 14.02 des Haushaltsplans;

— die Schülerbeförderung im Sinne von Artikel 3, 5° des Dekrets;

— die sanfte Mobilität, einschließlich insbesondere der Förderung der Wasserstraßen und des "R.A.V.E.L.";

— die regionalen Aspekte der Durchführung des Investitionsplans der Nationalgesellschaft der belgischen Eisenbahnen;

— die Raumordnung im Sinne von Artikel 5, § 1, I des Gesetzes mit Ausnahme der Punkte 3°, 4° und 7°;

— die Umwelt im Sinne von Artikel 6, § 1, II, 1° bis 4° des Gesetzes einschließlich der Umwelterziehung;

— die Wasserhaltung im Sinne von Artikel 6, § 1, III, 9° des Gesetzes;

— die Verwaltung der Bodenschätze;

— die Kartographie.

Art. 9 - Herr Benoit Lutgen, Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe, ist zuständig für:

— die öffentlichen Arbeiten im Sinne von Artikel 6, § 1, X, 1° bis 6° des Gesetzes einschließlich der Grünflächen entlang den Straßen und Wasserstraßen und der Straßenverkehrssicherheit;

— die großen Kunstbauten im Sinne des Königlichen Erlasses vom 2. Februar 1993 zur Übertragung der Wasserstraßen an die Regionen;

— die Agrarpolitik im Sinne von Artikel 6, § 1, V des Gesetzes, einschließlich des Zentrums für agronomische Forschung von Gembloux, der Schlachthöfe und der Zusatz- und Ersatzhilfen für Agrarbetriebe, mit Ausnahme der Anwendung der Gesetze zum Wirtschaftsaufschwung und der Förderung der Agrar- und Gartenbauprodukte im Ausland;

— die ländliche Erneuerung, die Erhaltung der Natur und die Flurbereinigung im Sinne von Artikel 6, § 1, III des Gesetzes, mit Ausnahme von Punkt 9 (Wasserhaltung), einschließlich der Naturerziehung;

— den Impulsfonds für die wirtschaftliche Entwicklung in ländlichen Bereichen, einschließlich der Koordinierung der Akten;

— die berufliche Umschulung und Weiterbildung im Sinne von Artikel 3, 4° des Dekrets, was den Agrarsektor betrifft;

— das Erbe, einschließlich der Denkmäler und Landschaften im Sinne von Artikel 6, § 1, I, 7° des Gesetzes und der Ausgrabungen;

Art. 10 - Die Dekretentwürfe und die innerhalb der Regierung beschlossenen Erlasse werden von dem Minister unterzeichnet, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Angelegenheit gehört, die den Gegenstand des Dekretentwurfs bzw. des Erlasses bildet.

Die Erlasse und Beschlüsse der Regierung im Bereich des öffentlichen Dienstes für die Einrichtungen öffentlichen Interesses werden gemeinsam durch den mit dem öffentlichen Dienst beauftragten Minister und durch den bzw. die Minister, der bzw. die die Aufsicht über die betroffenen Einrichtungen öffentlichen Interesses ausübt bzw. ausüben, unterzeichnet.

Art. 11 - Falls eine Vollmacht gemäß dem Erlass zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung erteilt worden ist, werden die Erlasse von dem Minister unterzeichnet, dem diese Vollmacht erteilt worden ist.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung eines Ministers kann dieser den Minister bezeichnen, der befugt ist, in seinem Namen und für seine Rechnung zu zeichnen.

Art. 12 - In der Unterschrift der Dekrete und Erlasse kann der Titel des Ministers nur den Bereich, der Gegenstand der betreffenden Dekrete und Erlasse ist, anführen.

Die Dekrete und Erlasse der Regierung werden vom Minister-Präsidenten gegengezeichnet.

Art. 13 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2009 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung wird aufgehoben.

Art. 14 - Der vorliegende Erlass wird am 16. Juli 2009 wirksam.

Art. 15 - Die Minister werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juli 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Vizepräsident und Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst,
J.-M. NOLLET

Der Vizepräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen,
A ANTOINE

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien,
J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte,
P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit,
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,
B. LUTGEN

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2740

[C - 2009/27145]

17 JULI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd o.a. bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2001 en 12 augustus 2003;

Gelet op het decreet I van 7 juli 1993 betreffende de overheveling van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende dat de Regering in staat moet worden gesteld om zo doeltreffend mogelijk te werken;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de Waalse Regering, opgericht overeenkomstig artikel 60 van voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de continuïteit van de openbare dienst moet waarborgen;

Op de voordracht van de Minister-President,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

— « Minister » : een Minister, lid van de Waalse Regering;

— « wet » : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd o.a. bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2001 en 12 augustus 2003;

— « decreet » : het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 2. De heer Rudy Demotte, Minister-President, is bevoegd voor :

— de coördinatie en de mededeling van het Regeringsbeleid;

— de intrabelgische betrekkingen, met inbegrip van de aanhangigmaking van zaken bij het Overlegcomité Federale Regering, Gemeenschaps- en Gewestregeringen, de werking van de instellingen en de betrekkingen met het Parlement;

— evaluatie, prospectief beleid en statistiek;

— de coördinatie van het « Plan Marshall 2.Vert »;

- de coördinatie van de dossiers betreffende de Structuurfondsen, de tenuitvoerlegging en de evaluatie ervan, met inbegrip van de betrekkingen met de Europese, de nationale en de gewestelijke instellingen;
- de verdeling van de middelen ontvangen van de Nationale Loterij;
- de administratieve vereenvoudiging;
- e-government en bestuurlijke informatica;
- de internationale betrekkingen, met inbegrip van de betrekkingen met de Europese instellingen, onverminderd artikel 2, 8e streepje, en de ontwikkelingssamenwerking, zoals bedoeld in artikel 6ter van de wet;
- « Espace Wallonie-Bruxelles »;
- de in-, de uit- en de doorvoer van wapens, munities en materieel die in het bijzonder bestemd zijn voor een militair gebruik, voor de ordehandhaving en van de daarmee verband houdende technologie, evenals van de producten en technologieën voor beide doeleinden, onverminderd de federale bevoegdheid voor in- en uitvoer met betrekking tot leger en politie, en mits naleving van de criteria die bepaald zijn door de Gedragscode van de Europese Unie inzake wapenuitvoer;
- het toekennen van licenties voor de in-, de uit- en de doorvoer van wapens, munities en materieel die in het bijzonder bestemd zijn voor een militair gebruik, voor de ordehandhaving en van de daarmee verband houdende technologie, evenals van de producten en technologieën voor beide doeleinden, onverminderd de federale bevoegdheid voor die met betrekking tot leger en politie;
- de coördinatie van het « plan P.L.U.I.E.S. »

Art. 3. De heer Jean-Marc Nollet, Vice-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, is bevoegd voor :

- het energiebeleid, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VII, van de wet, met inbegrip van de valorisering van de steenbergem;
- de huisvesting, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IV, van de wet;
- de coördinatie van de allianties tewerkstelling en leefmilieu;
- de ambtenarenzaken en het bestuur, met inbegrip van het Juridische Departement van het Transversale directoraat-generaal 1;
- het wetenschappelijk onderzoek, zoals bedoeld in artikel 6bis van de wet;
- de infrastructuur voor de opvang van kinderen, ongeacht de aard ervan, de financiering van die infrastructuur en de opvolging van die financiering;
- de vestiging van de diensten en instellingen, alsook het onroerend beheer.

Art. 4. De heer André Antoine, Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport, is bevoegd voor :

- de begroting, de financiën en de thesaurie, met inbegrip van de uitvoering van decreet I van 7 juli 1993 tot oprichting van vijf publiekrechtelijke vennootschappen voor het beheer van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs en de fiscale bevoegdheden die naar de Gewesten zijn overgeheveld bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de Gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de Gewesten;
- het voorzitterschap van het Ministeriële comité voor de opvolging en de monitoring van de alternatieve financieringen en de financiële toestand van de openbare instellingen, met inbegrip van de gespecialiseerde vennootschappen en filialen;
- het werkgelegenheidsbeleid, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IX, van de wet;
- de sociale promotie, zoals bedoeld in artikel 3, 3°, van het decreet;
- de beroepsomscholing en -bijscholing, zoals bedoeld in artikel 3, 4°, van het decreet, behalve wat de landbouwsector betreft;
- wat lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens betreft, de gemeentelijke, provinciale, intercommunale en private sportinfrastructuur, zoals bedoeld in artikel 3, 1°, van het decreet;
- de luchthavens, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, X, 7° en 9°, van de wet, alsook de uitrusting en uitbating ervan.

Art. 5. De heer Jean-Claude Marcourt, Vice-President en Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën, is bevoegd voor :

- de economie, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VI, 1° tot 3°, van de wet, met inbegrip van :
- de K.M.O.'s en de erkenning van de ondernemers;
- de industriezones bedoeld in artikel 6, § 1, I, 3°, van de wet;
- het economische impulsfonds voor de reconversiegebieden en bijzondere achtergestelde gebieden, met inbegrip van de dossiercoördinatie;
- de competitiviteitspolen en de coördinatie ervan;
- de sociale economie;
- het afzet- en uitvoerbeleid en de bevordering van landbouw- en tuinbouwproducten in het buitenland;
- de ontvangst van de buitenlandse investeringen;
- de nieuwe technologieën;
- de telecommunicatie, met inbegrip van het beheer van het WIN-contract;
- de cyberklassen en -scholen.

Art. 6. De heer Paul Furlan, Minister van de Plaatselijke Besturen en van de Stad, is bevoegd voor :

- de ondergeschikte besturen, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VIII, van de wet;
- het toezicht, zoals bedoeld in artikel 7 van de wet;

— het toezicht op de politiezones, zoals bepaald bij het decreet van 12 februari 2004 tot wijziging van het decreet van 1 april 1999 tot organisatie van het toezicht op de gemeenten, de provincies en de intercommunales van het Waalse Gewest;

— de wetgeving inzake de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en het toezicht daarop;

— de kerkfabrieken en de instellingen belast met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VIII, 6° van de wet;

— de stadsvernieuwing, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, 4°, van de wet;

— het toerisme, zoals bedoeld in artikel 3, 2°, van het decreet.

Art. 7. Mevr. Eliane Tillieux, Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen, is bevoegd voor :

— het gezondheidsbeleid, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, van het decreet;

— de bijstand aan personen, zoals bedoeld in artikel 3, 7°, van het decreet, met uitzondering van de wetgeving betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en het toezicht daarop;

— de coördinatie van het plan « Permanente bewoning van toeristische uitrustingen »;

— het gelijke-kansenbeleid.

Art. 8. De heer Philippe Henry, Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit, is bevoegd voor :

— het openbaar vervoer, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, X, 8°, van de wet, en de acties van programma 14.02 van de begroting;

— het schoolvervoer, zoals bedoeld in artikel 3, 5°, van het decreet.

— de zachte mobiliteit, met inbegrip van, o.a., de bevordering van de waterwegen en van de « R.A.V.E.L. »;

— de gewestelijke aspecten van de uitvoering van het investeringsplan van de NMBS;

— de ruimtelijke ordening, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, van de wet, behalve 3°, 4°, en 7°;

— het leefmilieu, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, II, 1° tot 4°, van de wet, met inbegrip van milieuopleiding;

— de ontwatering, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, III, 9°, van de wet;

— het beheer van de bodemrijksdommen;

— de cartografie.

Art. 9. De heer Benoît Lutgen, Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed, is bevoegd voor :

— de openbare werken, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, X, 1° tot 6°, van de wet, met inbegrip van de groene stroken langs de de wegen en de bevaarbare waterwegen en de verkeersveiligheid;

— de grote kunstwerken, zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 2 februari 1993 tot overdracht van de waterwegen aan de Gewesten;

— het landbouwbeleid, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, V, van de wet, met inbegrip van het « Centre de Recherches agronomiques de Gembloux », de slachthuizen en van de aanvullende en suppletieve hulp aan landbouwbedrijven, behalve de toepassing van de wetten op de economische expansie en de bevordering van landbouw- en tuinbouwproducten in het buitenland;

— de landinrichting, het natuurbehoud en de ruilverkaveling, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, III, van de wet, met uitzondering van punt 9° (ontwatering), met inbegrip van de natuuropleiding;

— het impulsfonds voor de landelijke economische ontwikkeling, met inbegrip van de dossiercoördinatie;

— de beroepsomscholing en -bijscholing, zoals bedoeld in artikel 3, 4°, van het decreet wat de landbouwsector betreft;

— het erfgoed, met inbegrip van de monumenten en sites, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, 7°, van de wet, alsook de opgravingen.

Art. 10. De binnen de Regering beraadslaagde decreetsontwerpen en besluiten worden ondertekend door de Minister die bevoegd is voor de aangelegenheid waarop zij betrekking hebben.

De besluiten en beslissingen van de Regering inzake Ambtenarenzaken van de instellingen van algemeen belang worden gezamenlijk ondertekend door de Minister van Ambtenarenzaken en door de Minister(s) die het toezicht uitoefent (uitoefenen) op de betrokken instellingen van algemeen belang.

Art. 11. Als een delegatie wordt verleend overeenkomstig het besluit tot regeling van de werking van de Regering, worden de besluiten ondertekend door de Minister aan wie die delegatie wordt verleend.

In geval van afwezigheid of verhindering van een Minister kan hij de Minister aanwijzen die bevoegd is om in zijn naam en opdracht te tekenen.

Art. 12. De ondertekening van de decreten en besluiten kan in de titel van de Minister enkel de materie vermelden waarop de decreten en besluiten betrekking hebben.

De decreten en besluiten van de Regering worden medeondertekend door de Minister-President.

Art. 13. Het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2009 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten wordt opgeheven.

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking op 16 juli 2009.

Art. 15. De Ministers worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 17 juli 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van de Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2741

[C - 2009/27146]

**17 JUILLET 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 relatif au contrôle administratif et budgétaire, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 juillet 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juillet 2009;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose d'assurer sans délai la continuité du fonctionnement des Cabinets ministériels du Gouvernement wallon;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Section 1^{re}. — Attributions

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les attributions des Cabinets des Ministres sont fixées comme suit : les affaires susceptibles d'influencer la politique générale du Gouvernement ou les travaux parlementaires, les recherches et les études propres à faciliter le travail personnel des Ministres, la présentation des dossiers de l'Administration, éventuellement le secrétariat du ministre, la réception et l'ouverture de son courrier personnel, sa correspondance particulière, les demandes d'audience, la revue de presse.

§ 2. Il y aura concertation continue entre le Cabinet ministériel et les responsables de l'Administration, des pararégionaux et autres organismes publics concernant la préparation et l'exécution de la politique à mener.

§ 3. Une circulaire du Gouvernement wallon détermine et harmonise les procédures à appliquer, notamment en matière de gestion et de fonctionnement des Cabinets ministériels.

§ 4. Un règlement d'ordre intérieur applicable à tous les collaborateurs du cabinet ministériel modalise les règles de fonctionnement.

Section 2. — Synergies avec le Gouvernement de la Communauté française

Art. 2. § 1^{er}. En vue d'une gestion optimale des ressources humaines mises à leur disposition, les Ministres siégeant simultanément au sein des Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française, définissent l'organisation et le lieu de travail des membres du personnel de leurs cabinets.

§ 2. Dans une perspective de réductions des coûts de fonctionnement et d'économie d'échelles, ils déterminent également les conditions d'utilisation et de répartition des moyens logistiques dont ils disposent.

§ 3. La charge budgétaire des moyens logistiques liée à l'exercice de la fonction d'un membre du personnel est imputée sur les crédits de subsistance du Cabinet qui prend en charge sa rémunération.

Section 3. — Composition

Art. 3. § 1^{er}. Le Cabinet d'un Ministre peut comporter 41 membres du personnel, 55,5 pour un Vice-Président et 68,25 pour le Ministre-Président.